



Consultation citoyenne européenne sur la consommation durable du 25 octobre 2014

Rapport sur la consultation citoyenne organisée le 25 octobre
2014 à l'échelle de la Wallonie

Auteurs : Delvenne Pierre, Macq Hadrien, Parotte Céline, Roelandt Vanie

Avril 2015



SOMMAIRE

Résumé exécutif	2
Introduction	3
Des citoyens sensibilisés et actifs dans une consommation durable.....	4
Pratiques citoyennes de consommation durable : actions et limites	5
Mobilité : du transport en commun à la voiture	5
Habitudes alimentaires : accéder à des produits durables et de qualité	7
Habitat, achat alternatif et gestion des déchets	9
Enseignements.....	12
Défis pour l'avenir, acteurs et pratiques du changement.....	12
Les acteurs du changement : des rôles complémentaires pour les citoyens, les pouvoirs publics et les producteurs.....	14
Les quatre rôles du citoyen	15
Rôle de consommateur	15
Rôle d'entrepreneur d'actions collectives	16
Rôle d'éducateur	16
Rôle militant.....	16
Le rôle des pouvoirs publics.....	17
Agir sur les prix.....	18
Eduquer et (mieux) informer.....	18
Reconnaître, soutenir et financer les initiatives citoyennes	19
Des actions contraignantes sur les producteurs.....	20
Réguler les campagnes de marketing	21
Développer l'offre de transports publics.....	22
Un certain déficit de confiance de la part des citoyens	23
Le rôle des producteurs.....	24
Enseignements.....	25
Feedback de la journée	26
Organisation de la journée.....	26
Attentes concernant le suivi de la journée.....	26
Cadrage de la thématique de la consommation durable.....	27
Conclusion.....	28

Résumé exécutif

Le 25 octobre 2014, une vaste consultation citoyenne s'est déroulée simultanément dans 11 pays européens sur le thème de la consommation durable. Au total, ce sont un peu plus d'un millier de participants qui ont pris part à la discussion à travers l'Europe. En Belgique, l'évènement se déroulait à l'échelle de la Wallonie et le panel citoyen a réuni 105 participants, sélectionnés selon des critères liés au genre, à l'âge, à la répartition géographique, au niveau d'études et à la catégorie socio-professionnelle. Les résultats de cette enquête participative montrent que tous, aussi bien citoyens-consommateurs, producteurs que décideurs politiques ont un rôle à jouer dans la consommation durable. Plus précisément, les participants ont exprimé la volonté que les élus encouragent la consommation durable et rendent son accès plus aisé aux citoyens.

Concernant les consommateurs, les mesures prises doivent être non contraignantes. C'est-à-dire qu'il faut encourager, faciliter la consommation durable mais tout en laissant le libre choix aux individus. En outre, un accent devrait être mis sur l'éducation à la consommation durable, par le biais de l'enseignement et des médias. Plutôt que d'interdire, il faut éduquer et conscientiser. Davantage d'information sur les produits est également nécessaire afin de permettre aux consommateurs de mieux choisir en connaissance de cause. Les pouvoirs publics sont également invités à utiliser des incitants financiers pour convaincre les citoyens de consommer durablement.

Dans l'idée de faciliter la consommation durable, une grande majorité des participants a manifesté le souhait que les pouvoirs publics améliorent et renforcent les transports en commun, aussi bien l'offre que la qualité de ceux-ci. Le coût de l'utilisation des transports en commun (comme par exemple : le prix du billet mais également le prix du parking dans les gares) devrait être revu à la baisse par les pouvoirs publics.

Les décideurs politiques devraient aussi soutenir les initiatives citoyennes telles que les coopératives, les services d'échanges locaux, les groupes d'achats et les potagers collectifs. Ce soutien peut prendre la forme d'une aide financière mais aussi d'une reconnaissance politique ou encore d'un appui administratif.

Concernant les producteurs, les participants estiment que les mesures doivent être plus contraignantes. En effet, ils souhaitent que les pouvoirs publics contrôlent davantage les produits mis sur le marché et qu'ils interdisent ceux qui sont nocifs pour l'environnement. De plus, les décideurs politiques devraient imposer aux entreprises de concevoir des produits de meilleure qualité, réparables, qui ont une durée de vie plus élevée et interdire l'obsolescence programmée.

En conclusion, les 105 citoyens participant à cette journée se sont largement exprimés concernant leurs habitudes mais aussi leurs demandes vis-à-vis des pouvoirs publics concernant la consommation durable, un sujet auquel une écrasante majorité s'est déclarée très sensible. Outre les demandes citoyennes mises en exergue ci-dessus (éduquer et inciter à l'action quotidienne en faveur de la consommation durable, la rendre moins coûteuse,

améliorer et renforcer l'offre de transports en commun), les participants ont également émis le souhait d'être davantage consultés dans la prise des décisions politiques, par le biais de mécanismes participatifs élargis au sein desquels ils peuvent jouer un rôle actif en soutien aux processus politiques.

Introduction

Ce rapport s'inscrit dans le cadre du projet européen PACITA¹ portant sur la consommation durable. Il complète le rapport européen² en intégrant les données quantitatives et qualitatives recueillies lors du sommet citoyen organisé à Liège le 25 octobre 2014 par le centre de recherche SPIRAL³. Ce document a donc pour objectif d'offrir une vision plus détaillée des grandes tendances qui ont émergé durant la journée de discussions à laquelle ont pris part une centaine de citoyens wallons.

Le panel wallon était composé de 41 hommes et de 64 femmes de tout âge (de 18 à 80 ans) et provenant de toutes les régions de Wallonie. Les citoyens participant ont présenté leur candidature spontanément après avoir été contactés de diverses manières : affiches promotionnelles, réseaux sociaux, création d'un site web⁴, campagnes de presse écrite, participation en radio à un magazine de la consommation, envoi de mails, bouche à oreille, etc. Les personnes sélectionnées parmi les inscrits ont été recontactées personnellement pour intégrer le panel. Avant la journée de discussions du 25 octobre 2014, chacun des participants a également reçu une brochure en version papier par la poste et en version électronique par mail. Une fois sur place, les participants ont été répartis en 15 groupes composés de six à huit personnes et d'un facilitateur. La composition des tables est restée identique tout au long de la journée. Durant six heures, les participants ont été invités à discuter et débattre sur des questions touchant à la consommation durable qui ont été choisies car elles reflètent les thèmes actuellement à l'agenda politique européen. La journée était divisée en quatre sessions de 45 minutes :

Session 1 : Introduction à la consommation durable ;

Session 2 : Evolution vers une consommation durable ;

Session 3 : Réduction de la consommation ;

Session 4 : Réduction des déchets.

Pour chaque session, la discussion était précédée du visionnage d'une vidéo présentant le thème abordé et se basant sur le contenu de la brochure reçue préalablement. Chaque phase était ensuite suivie d'un vote, dont les résultats étaient comptabilisés dans la salle et encodés

¹ www.pacitaproject.eu

² Téléchargeable à l'adresse suivante :

<http://citizenconsultation.pacitaproject.eu/wp-content/uploads/2015/03/EWViews-Report-Final-WEB.pdf>.

³ <http://www.spiral.ulg.ac.be/>

⁴ www.citoyens-consommateurs.be

en temps réel par trois personnes mandatées à cet effet sur un outil internet commun à tous les pays européens participant au projet⁵.

Les développements proposés dans ce rapport sont donc le fruit des discussions des participants ainsi que des réponses aux quatre questionnaires soumis pendant la journée à l'issue de chacune des sessions. Concrètement, huit enregistreurs ont été disposés sur les tables. Les discussions disponibles ont été retranscrites, analysées⁶, mises en parallèle et confrontées avec les réponses obtenues dans les différents questionnaires. Par conséquent, ce rapport reprend de nombreux extraits des discours tenus par les participants, que nous avons bien entendu pris soin d'anonymiser. Les données chiffrées issues des questionnaires sont donc à considérer ici à titre illustratif des grandes tendances qui ont émergé lors des délibérations.

Ce rapport comporte trois sections. D'abord, il dresse un rapide portrait des participants au panel et met en évidence les actions déjà entreprises par ceux-ci en vue d'une consommation plus durable. Ensuite, les recommandations et les pistes d'actions pour le futur, telles qu'é émises par les citoyens, seront présentées. Enfin, la dernière section porte, dans une démarche critique, sur les impressions des participants sur la journée à laquelle ils ont pris part.

Des citoyens sensibilisés et actifs dans une consommation durable

Comme rappelé dans l'introduction, l'ensemble des participants a été sélectionné sur base d'une candidature spontanée. Par conséquent, il n'est pas étonnant de constater que le panel wallon soit constitué de personnes intéressées par la thématique de la consommation durable. Les participants à la journée du 25 octobre 2014 se déclarent particulièrement concernés par la consommation durable. En effet, 99% des répondants s'estiment « très » ou « moyennement » concernés. Il est intéressant de relever que ce taux d'intérêt des participants est d'ailleurs un des plus élevés comparativement à la moyenne européenne.

Cet intérêt pour la thématique a été souligné à plusieurs reprises lors des échanges:

« C'est un sujet qui nous touche tous. J'essaie au quotidien de réduire mon empreinte. Je ne veux pas m'étiqueter Hippie mais c'est quelque chose qui me touche » (Participant, table 14).

« La consommation durable, elle fait partie de ma vie, en tout cas, j'essaie toujours d'aller vers ça » (Participant, table 2).

Certains participants expliquent d'ailleurs que c'est précisément pour cette raison qu'ils ont souhaité intégrer le panel citoyen wallon :

⁵ Les résultats des votes, par pays ou selon la moyenne européenne, sont accessibles via ce lien: <http://citizenconsultation.pacitaproject.eu/results/>

⁶ Huit tables ont été analysées, ce qui représente une quarantaine d'heures de discussion entre plus de cinquante participants.

« Si on participe à une démarche comme celle-ci, c'est qu'on était déjà conscientisé » (Participant, Table 2).

« Si on est là aujourd'hui, c'est qu'on est déjà motivé, déjà sensibilisé sinon on serait resté dans notre coin » (Participant, table 9).

Pratiques citoyennes de consommation durable : actions et limites

Tout au long des discussions, les participants ont régulièrement mis en évidence toute une série d'actions concrètes faisant partie intégrante de leur quotidien et dont l'objectif est de leur permettre de tendre vers une consommation plus durable. Les participants wallons agissent dans une diversité de domaines comme par exemple : leurs habitudes alimentaires, la gestion et l'aménagement de leur habitat, la gestion de leurs déchets, les moyens de transports qu'ils privilégient ou encore leurs choix énergétiques. Beaucoup soulignent agir sur plusieurs domaines à la fois, comme l'illustre ce participant :

« J'achète toujours bio, local, toujours de saison, quand c'est possible bien sûr (...). Quand je fais mes courses, je regarde à chaque produit que j'achète, je regarde d'où ça vient. (...) Au niveau de l'habitat, j'ai fait les actions qui étaient en mon pouvoir, c'est-à-dire isoler, mettre une chaudière à basse énergie. Au niveau transport, j'essaie de regrouper, de rouler le moins possible. (...) J'ai tout un faisceau d'actions dans ce sens-là. J'essaie que le monde soit le plus beau possible pour moi » (Participant, Table 2).

Si les participants sont actifs, ils sont également nombreux à souligner les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de leurs actions. Parmi celles-ci, le temps, le coût, le lieu d'habitation, le manque d'offre sont autant d'obstacles à leurs pratiques tendant vers une consommation durable.

Mobilité : du transport en commun à la voiture

Si beaucoup de participants ont déclaré préférer emprunter les transports en commun, ils ont également évoqué les difficultés qui empêchent de les utiliser. De ce fait, les participants ne sont pas tout à fait prêts à abandonner la voiture. Ainsi, de nombreux participants ont discuté les avantages et les inconvénients de chacun des moyens de transports qu'ils privilégiaient. Leur choix résulte souvent d'un rapport coût-bénéfice issu d'une multitude de facteurs (préférence, coût, distance, temps).

Ainsi, pour parcourir de courtes distances (moins de dix kilomètres), les participants privilégient soit les transports en commun, soit le vélo ou la marche à pied. Néanmoins, la voiture arrive en troisième position des véhicules préférés pour de tels déplacements (23% des répondants wallons, pour une moyenne européenne à 37%). Le panel de citoyen wallon favorise donc davantage les transports en commun que la moyenne européenne. En effet, les participants wallons préfèrent les transports publics (26%) et les déplacements à pied (26%). Néanmoins, ils ne sont pas prêts à se passer complètement de la voiture.

Beaucoup de participants expliquent faire le choix d'utiliser le vélo, la marche à pied et les transports en commun :

« Je prends le train deux fois par semaine et j'adore le train, c'est un moment qui est... Je trouve ça génial » (Participant, table 1),

« Ben j'essaie de faire plus de vélo (rires) ou en tout cas, de prendre davantage les transports en commun parce que j'estime qu'à Bruxelles, tout est faisable avec les transports en commun. Régulièrement, ils desservent un certain nombre de points et j'estime que tout est accessible. Donc je n'ai pas besoin de voiture. Le plus que je puisse faire dans le pire des cas, c'est une heure de bus » (Participant, Table 14).

« Moi je n'ai pas de voiture, et je n'en ai pas besoin en fait. Je fais tout à pied, je suis à proximité du métro, j'ai un bus, j'ai la gare, donc j'ai tout... (...) Et alors pour venir ici j'ai pris le train, c'est seulement si je pars quelque part pour le week-end que j'emprunte la voiture » (Participant, Table 15).

« Moi j'ai une voiture que j'essaie de très peu utiliser, d'autant plus que j'ai la chance d'habiter sur le RAVeL donc j'essaie de me déplacer à vélo. Dès que je viens en ville je prends le bus... Je l'utilise vraiment si je dois aller plus loin » (Participant, Table 15.).

Si certains participants vantent les mérites de ces types de transport, d'autres soulignent également les nombreuses difficultés existantes concernant ceux-ci. Par exemple, le lieu d'habitation qui peut être éloigné des réseaux de transports en commun ou du lieu de travail, la perte de temps que cela peut occasionner, le coût ou encore le peu d'offres disponibles sont autant de freins à son utilisation systématique :

[Concernant les limites liées au lieu d'habitation]:

« Il faut prendre en compte le contexte, la personne où elle vit, parce que moi, le vélo c'est impossible par rapport au trajet domicile-bureau » (Participant, Table 11).

« Moi j'habite à Arlon, sans la voiture, c'est impossible de vivre » (Participant, Table 1).

[Concernant l'offre disponible] :

« Il faudrait que les transports en commun aient une offre qui corresponde un peu plus aux citoyens » (Participant, Table 2).

« Moi j'utilise la voiture parce que je n'ai pas... Je me dis souvent que je pourrais m'acheter un vélo électrique mais il n'y a pas de bus près de chez moi, il n'y a rien » (Participant, Table 15).

« J'habite en ville et je trouve le réseau de transports en commun extrêmement moyen, et encore c'est gentil. Je rêverais d'un truc plus efficace, mis en avant, bien intégré. Mais ça va venir quand ? Ça vient petit à petit mais en attendant tout ça, dans ton quotidien, tu es bien obligé de prendre l'auto » (Participant, Table 14).

« Je trouve que la ville n'est pas du tout bien aménagée pour le vélo. Moi qui ne suis pas toujours à l'aise sur un vélo... » (Participant, Table 15).

[Concernant le coût] :

« *Les transports en commun coûtent très, très cher* » (Participant, Table 11).

De la sorte, les participants ne peuvent pas abandonner complètement la voiture. Cette dernière amène en effet son lot d'avantages. Ainsi, parmi ceux qui privilégient la voiture, c'est l'indépendance et la flexibilité qui justifient le fait d'y recourir:

« *C'est une certaine indépendance aussi. Voilà. Je pense que sans la voiture ce serait plus compliqué* » (Participant, Table 15).

« *Avec la voiture, on n'est pas dépendant des horaires, on a une certaine liberté* » (Participant, Table 14).

« *Moi j'utilise la voiture pour la flexibilité. Ça a un petit coût mais, au final, je préfère* » (Participant, Table 15).

Habitudes alimentaires : accéder à des produits durables et de qualité

Concernant le choix des produits alimentaires, les participants se préoccupent avant tout de consommer des produits sains et qui respectent les exigences de durabilité. Pour illustrer ce propos, lorsqu'on leur demande quels sont les deux critères⁷ intervenant prioritairement dans le choix de leurs produits alimentaires, les répondants pointent majoritairement le caractère sain des aliments (54%) et le respect de normes de durabilité élevées (51%). Le troisième critère est la limitation des déchets d'emballage et de nourriture (42%). Le prix (26%) et la préparation facile et rapide des aliments (6%) viennent en quatrième et cinquième position.

Les discussions précisent davantage comment répondre à ces critères. Le choix du fournisseur ou encore le contrôle sur les produits sont deux éléments importants pour les participants. Par ailleurs, ils soulignent également les limites liées à la mise en place de ces propositions. Selon eux, le manque d'offre, le coût, le mode de vie et le manque d'informations sont autant de difficultés auxquelles ils doivent faire face.

Certains participants privilégient davantage les producteurs locaux aux grandes surfaces. Ils considèrent en effet que ceux-ci sont plus à même de fournir des produits de meilleure qualité :

« *Moi, je n'achète plus de jambon au supermarché mais je vais de temps en temps chez le boucher, dans une vraie charcuterie ou je vois le boucher couper une tranche de jambon dans la cuisse de l'animal, c'est autre chose et ça a un autre goût. Ça coûte cher par rapport à cinq, six tranches du GB mais en même temps, j'en mange moins, ça a un autre goût, une meilleure qualité* » (Participant, Table 14).

« *Pour des poissons, je vais en poissonnerie, je ne vais plus dans les grandes surfaces, ça me permet de voir l'œil du poisson* » (Participant, Table 14).

⁷ Les pourcentages présentés ci-après sont donc à lire sur un total de 200%.

« Je n'achèterais jamais des fraises espagnoles au mois de janvier. J'en ai acheté, il y a déjà pas mal d'années, mais maintenant je me suis dit "non, fini". C'est comme les pêches qui arrivent au mois de janvier. Il y a déjà longtemps de cela que j'ai changé, que j'ai re-privilégié le petit commerçant » (Participant, Table 15).

Pour d'autres, c'est cultiver ou préparer eux-mêmes leurs aliments qui assurent la qualité des produits consommés :

« Il y a aussi une manière de consommer, je fais mon pain moi-même, j'achète ma farine en vrac, je vais chercher mon lait à la ferme, je fais mon fromage blanc, je fais mon yaourt, je n'ai aucun déchet, je ne mange pas beaucoup de viande » (Participant, Table 1).

« J'ai fait des études de jardinier, avec mon père, mon oncle et moi, on est fort famille, on fait notre potager nous-mêmes, le plus possible. Comme ça on sait bien qu'on mange bien, correctement, des bons légumes. Et quand il y en a un qui en a de trop, on propose à l'autre ou aux voisins » (Participant, Table 15)

Néanmoins, comme dit précédemment, les participants estiment qu'il n'est pas toujours possible de consommer des produits de meilleure qualité. Ils identifient toute une série de freins limitant la possibilité de consommer selon des critères de durabilité et de santé optimaux. Ainsi, l'emploi du temps individuel, le coût plus conséquent que cette consommation peut impliquer, le manque d'offres disponibles, le manque de temps ou encore d'informations sont autant d'obstacles qui entravent la mise en place des différentes réponses aux préoccupations de santé et de durabilité évoquées précédemment.

D'abord, la configuration de leur vie ou leur emploi du temps peuvent poser problème:

« Mais en tant qu'étudiant, c'est parfois assez difficile car on a une vie assez variée on va dire, on est moins structuré au même endroit tout le temps (...). Après j'ai l'impression que c'est difficile d'être cohérent dans son choix de tous les jours si on a une vie qui se fait par-ci par-là. Au niveau des choix alimentaires, on est obligé d'aller chercher un sandwich à l'école » (Participant, Table 2).

Comme le révèlent de nombreuses discussions, le prix d'un produit durable et de qualité peut également être un obstacle pour répondre aux préoccupations de santé et de durabilité dans le domaine de l'alimentation:

« Ce n'est pas facile non plus de ne pas aller dans certains magasins parce qu'on a un budget aussi » (Participant, Table 14).

« On est toujours partagé entre vouloir consommer durablement et dépenser quelque chose de raisonnable » (Participant, Table 14).

Par ailleurs, certains participants considèrent qu'il existe un manque d'offre de produits « bio », locaux ou équitables. Ils expliquent que ces derniers ne sont pas toujours faciles à trouver. En parallèle, le manque d'offre entraîne une augmentation du temps nécessaire pour faire ses achats uniquement sur base des critères de santé et de durabilité. En effet, il faut

acheter ses produits à plusieurs endroits et parcourir plus de distance pour trouver les marchandises souhaitées :

« Et ce n'est pas facile à trouver quand même [en parlant des produits locaux, équitables et bio] » (Participant, Table 14).

« Tu devrais faire tes courses selon ces critères-là [local, équitable, bio], mais tu vas en passer du temps » (Participant, Table 14).

Enfin, les participants ont souligné un manque d'informations concernant les produits alimentaires ou, lorsque ces informations existent, ils considèrent qu'elles sont peu claires ou peu fiables. À titre d'exemple, certains participants expriment leur méfiance vis-à-vis des labels existants :

« Parce qu'au niveau des étiquettes de produits de supermarché, en tout cas produits alimentaires, il faut déjà s'y connaître un petit peu en chimie et en bio pour pouvoir comprendre les arrières des étiquettes, parce que – voilà moi c'est mon domaine et quand il y a un produit que je ne connais pas, j'aime bien regarder derrière ce qu'il y a – mais je suis sûr qu'il y a une personne sur 200 qui le fait parce que c'est incompréhensible » (Participant, Table 14).

« Il y en a trop et personne ne s'y retrouve (...), on est incapable de savoir si tel label est fiable ou pas » (Participant, Table 11).

« Là, les pouvoirs publics vont revoir à la baisse les exigences du label bio et accepter une petite part d'OGM. Les labels ne doivent pas être laissés ni aux pouvoirs publics, ni aux producteurs, mais doivent être faits par des organismes indépendants » (Participant, Table 11).

Habitat, achat alternatif et gestion des déchets

Outre les transports et l'alimentation, les participants multiplient les actions individuelles dans d'autres domaines tels que l'habitat, les achats alternatifs (par exemple les groupes d'achat) ou encore la gestion des déchets. Dans ces domaines aussi, les participants identifient certaines difficultés dans la mise en place des actions de consommation durable qu'ils souhaitent. Ici encore, le coût est une difficulté redondante pour les domaines de l'habitat et de la gestion des déchets. Le lieu d'habitation est également un frein majeur lorsque les participants évoquent les pratiques de tri des déchets.

Ainsi, par exemple, baisser le chauffage, éteindre les lumières, bien isoler sa maison ou utiliser des énergies alternatives a été évoqué par les participants :

« Moi j'ai une maison bien isolée, j'ai un poêle à bois dans ma pièce principale, je n'ai aucun autre chauffage. Le bois, je consomme quelques stères l'année et je ne consomme rien en énergie donc voilà. Économiquement, je suis autonome quoi mais parce que ma maison est bien isolée » (Participant, Table 14).

Cependant, cela a un coût. Selon le panel, il faudrait attribuer des incitants financiers pour les citoyens afin qu'ils puissent effectuer de tels travaux.

« Pousser bien davantage à l'isolation des bâtiments et donc aussi dans les machines et les équipements, avoir des équipements plus performants (...). Moi j'ai un congélateur dans ma cave qui consomme 0,1KW par jour » (Participant, Table 8).

« Je pense qu'il faut inciter les propriétaires à isoler leur maison, à s'occuper de leurs biens » (Participant, Table 14).

De plus, d'autres pratiques ayant trait à la gestion des déchets ont été mises en avant par le panel, que cela soit au niveau de la réduction des déchets, du tri, du recyclage, ou de la réparation des produits. L'alimentation est un secteur qui revient régulièrement lorsque l'on parle de gestion des déchets. Ainsi, les participants expliquent limiter leur production de déchets ou veiller au recyclage de ceux-ci :

« Nous avons toujours fait un compost, on a toujours fait un jardin. Déjà il y a trente ans, on triait les papiers, les cartons, les verres, tout était trié » (Participant, Table 14).

« Moi je suis la reine du tri (...), j'ai beaucoup de plaisir à aller au parc à containers et tout le monde trie à la maison » (Participant, Table 9).

« Je ne gaspille presque jamais rien. J'ai un chien à la maison et c'est ma deuxième poubelle » (Participant, Table 14).

« Moi je suis un maniaque de la réparation (...). Tout mon électroménager, moi je répare » (Participant, Table 2).

La question du gaspillage alimentaire est également importante pour la plupart des participants. Ils soulignent l'importance du travail en amont et en aval de la production de déchets. En effet, certains rappellent l'importance d'adapter leur consommation alimentaire à leurs besoins (en la diminuant par exemple):

« Il m'a fallu tout un temps pour consommer moins et pour diminuer ce qui se trouvait dans mon frigo. Auparavant, je jetais, je jetais parce que je n'y arrivais pas. C'est aussi un changement d'habitudes je pense. C'est vraiment un travail de tous les jours » (Participant, Table 14).

D'autres sont également soucieux de limiter leurs déchets alimentaires et de consommer effectivement ce qu'ils achètent:

« Personnellement, moi, on mange les restes entre collègues. On ramène les restes et voilà, on mange ensemble » (Participant, Table 14).

« Je crois qu'au niveau de l'alimentaire, je ne jette vraiment rien. La nourriture, c'est vraiment une horreur de jeter. Quand je vois les collègues ce qu'elles jettent du petit frigo qu'on a au boulot: mon dieu, ce qu'elles jettent! Elles oublient... et je leur demande : comment vous pouvez oublier ce que vous avez amené? C'est vraiment une différence de mentalités » (Participant, Table 14).

Cependant, les discussions ont montré que la gestion des déchets pose également certaines difficultés. Concernant le tri des déchets (en ce compris la tenue d'un compost) la difficulté majeure est liée au lieu d'habitation. Au sujet de la réparation des produits, les difficultés sont surtout liées au coût et au manque de possibilités de réparer. En effet, pour certains participants, réparer revient plus cher que d'acheter neuf. Certains soulignent encore qu'il arrive que les réparateurs ne veulent pas se déplacer.

[En ce qui concerne le lieu d'habitation] :

« Par exemple, moi j'habite une petite maison à la ville et je ne sais pas où mettre ma poubelle verte » (Participant, Table 14).

« J'habite en ville, je n'ai pas de jardin, pas de terrasse, je n'ai pas de balcon donc le compost c'est impossible (...) donc ça réduit déjà les possibilités » (Participant, Table 2).

[En ce qui concerne le manque de possibilités de réparer] :

« Par rapport à la réparation, moi j'aurais bien souhaité pouvoir bénéficier d'un système de réparation à la maison, mais sans encourager le travail au noir non plus, pour pouvoir réparer des objets qui sont assez âgés et que les réparateurs traditionnels ne souhaitent pas réparer, ne veulent même pas faire le déplacement pour faire le diagnostic » (Participant, Table 2).

« Si jamais on pouvait le réparer, il n'y a plus personne qui va venir (...), rien qu'en déplacement, il va prendre 50€ » (Participant, Table 1).

« Ça coûte moins cher d'acheter un nouveau produit que de le réparer. Par exemple, à Maastricht, ils réparent » (Participant, Table 14).

Enfin, de nombreux participants expliquent privilégier des modes d'achat alternatif comme par exemple les groupes d'achat commun, les achats de seconde main ou encore les coopératives :

« Moi par exemple, je vis dans un lotissement (...) et nous avons décidé d'acheter du mazout en commun. (...) Et on peut faire ça dans beaucoup de domaines » (Participant, Table 14).

« Moi j'achète énormément de choses de deuxième main: des vêtements, des bottes, des bouquins... Des bouquins, je n'achète jamais de nouveaux bouquins » (Participant, Table 14).

« Moi je me dis aussi que beaucoup de gens achètent des trucs nouveaux. J'ai deux enfants et pour le premier, j'avais fait une liste de naissance, parce que personne ne m'avait conseillé d'acheter de deuxième main. Et après, je me suis rendue compte que ça coûtait beaucoup moins cher et que c'était beaucoup mieux de faire revivre des choses qui existaient déjà parce que c'est aberrant de payer si cher » (Participant, Table 2).

« Pour résoudre le problème du temps pour faire les courses, consulter les labels. J'ai eu à un moment donné l'opportunité de m'inscrire dans une coopérative, la coopérative ardente. Je fais mes courses sur internet. Et donc là, tous les produits sont sélectionnés et

étiquetés avec des petits symboles qui me permettent de savoir si c'est un produit local, bio (...), si c'est un produit issu du commerce équitable ou pas. Et ce n'est pas le label 'fair trade'. Ils travaillent avec d'autres producteurs qu'ils ont sélectionnés (...). La coopérative a mis en place des petits pictogrammes et je peux m'informer comme ça en faisant ma liste de courses à 11h ou à 1h du matin si je veux » (Participant, Table 2).

Enseignements

Au terme de cette première partie, nous pouvons constater que les participants étaient des personnes déjà sensibilisées à la consommation durable avant même de s'inscrire à cette journée de participation citoyenne. Cet intérêt pour la thématique a d'ailleurs été une motivation pour participer à l'évènement. Il semble bien que les citoyens présents ne remettent pas en cause l'agenda de l'Union Européenne, qui fait de la consommation durable une priorité et un défi pour l'Europe, et qu'ils soutiennent la nécessité de pouvoir agir à plusieurs niveaux de pouvoir en vue d'une consommation durable.

Dans cette optique, le panel wallon a évoqué diverses actions déjà entreprises en vue de tendre vers une consommation plus durable. Ces actions touchent divers secteurs tels que les transports, l'alimentation, l'habitat ou la gestion des déchets. Même si les pratiques de consommation durable déjà réalisées par les participants sont nombreuses, ces derniers expriment également les difficultés rencontrées dans leurs mises en œuvre (par exemple, le lieu d'habitation et de travail ne permettent pas toujours d'utiliser les transports en commun). Ils évoquent également les obstacles qui se dressent pour adopter des modes de consommation plus durable (par exemple, le manque d'offre de produits bio, locaux ou équitables ou encore le prix plus élevé).

Dans la section suivante, nous allons préciser les grandes priorités pour l'avenir mises en exergue par les participants, à savoir la protection de l'environnement et la justice sociale. Nous allons également détailler les solutions qui, selon eux, devraient être envisagées par les pouvoirs publics et les entreprises afin de faciliter l'accès des consommateurs aux produits durables. Dans ce sens, nous allons préciser les rôles que devraient jouer les citoyens, les pouvoirs publics et les entreprises pour évoluer vers une consommation durable.

Défis pour l'avenir, acteurs et pratiques du changement

Défis pour l'avenir

Quand on leur demande quelles sont les tâches les plus importantes pour l'avenir, les participants wallons évoquent majoritairement la protection de l'environnement (70%) et l'amélioration de la justice sociale (52%)⁸. Concernant la protection de l'environnement, il ressort des discussions que l'équité intergénérationnelle est un élément important à prendre en

⁸ Ces deux réponses sont suivies par la sécurisation des ressources naturelles (46%), le fait d'assurer une bonne gouvernance (31%), la création d'emplois (20%), l'amélioration de la santé publique (16%), le développement de nouvelles technologies (9%), la gestion des migrations (7%) et le fait d'assurer la croissance économique (4%).

considération. Aussi, pour beaucoup, ne pas impacter les générations futures et « laisser une planète viable à ses enfants » sont autant d'éléments indissociables de la raison d'être de la consommation durable :

« La consommation durable, pour moi, c'est ce que chacun peut faire par lui-même pour que dans le futur, ça aille, pour qu'on n'ait pas besoin en 2030 d'une deuxième planète et ce genre de chose » (Participant, Table 2).

« Pour moi c'est vraiment la question des générations futures et dans un environnement épanouissant » (Participant, Table 2).

« La consommation durable pour moi, c'est le principe d'avoir une consommation responsable qui améliore le bien-être personnel, qui respecte l'environnement de telle manière que les générations futures ne soient pas impactées par notre consommation d'aujourd'hui » (Participant, Table 9).

En matière de justice sociale, le panel wallon a mis en avant que la consommation durable devait être accessible à tous, quel que soit le budget. Les plus défavorisés ne doivent pas être exclus de cette consommation à cause des prix trop élevés. Les participants ont également souligné la différence de niveau de conscientisation selon les catégories socio-économiques. Enfin, une meilleure justice sociale concernant les rapports entre les pays riches et les pays plus pauvres a été évoquée. Les participants sont sensibles au fait que la consommation durable ne doit pas se faire au détriment des pays en voie de développement et qu'on ne doit pas les appauvrir davantage en repliant la consommation à l'intérieur des frontières.

[Concernant l'accessibilité à tous] :

« Ce n'est pas facile non plus de ne pas aller dans certains magasins parce qu'on a un budget aussi » (Participant, Table 14).

« Je pense que les grosses familles ne sauraient pas se permettre d'acheter du bio parce que c'est plus cher » (Participant, Table 8).

[Concernant le niveau de conscientisation] :

« C'est vrai qu'on a eu une éducation et qu'on est sensibilisé à ça, mais la difficulté c'est de pouvoir sensibiliser les publics qui sont précarisés et qui, eux, n'ont pas accès à cette information ou, en tout cas, n'ont pas les sous pour aller vers une consommation plus durable » (Participant, Table 15).

[Concernant les rapports Nord-Sud] :

« Au niveau de la consommation durable ce qui m'a beaucoup interpellé, c'est l'équité entre les pays Nord/Sud. » (Participant, Table 2).

« C'est bien d'acheter belge, d'acheter local, mais si c'est pour que les pays du Sud soient encore plus pauvres, ça ne m'arrange vraiment pas. » (Participant, Table 9).

Les acteurs du changement : des rôles complémentaires pour les citoyens, les pouvoirs publics et les producteurs

Nous avons souligné précédemment l'engagement et les actions mises en œuvre par de nombreux participants à la consultation citoyenne en Wallonie. Un premier bilan a fait état des obstacles qui se posent aux citoyens désireux d'opter pour des modes de consommation plus durables. Cette évolution vers une consommation durable, d'après les participants, doit s'inscrire dans une démarche collective et sociétale, mais ils mettent clairement en évidence le rôle individuel de chacun d'entre nous. Une écrasante majorité considère que le premier acteur du changement en vue d'une consommation plus durable est le citoyen. Bien sûr, ils insistent également sur les rôles complémentaires des pouvoirs publics et des entreprises pour faciliter une démarche vers une consommation plus durable. Même si le rôle des organisations internationales et des organisations non-gouvernementales (ONG) a été moins débattu, les participants ont insisté sur le fait que chacun avait un rôle à jouer. Les citoyens, les pouvoirs publics (en ce compris les institutions qui en dépendent telle que l'école) et les entreprises sont donc tous considérés comme les acteurs du changement:

« Pour moi, le politique, le citoyen, l'école, tout le monde doit agir » (Participant, Table 9).

Quand il leur est demandé d'établir l'ordre de ceux qui sont le plus à même d'agir, les participants wallons identifient en premier lieu les citoyens (66%), puis l'Union européenne (34%). Les pouvoirs publics locaux et/ou régionaux (29%) et nationaux (28%) arrivent en troisième et quatrième position suivie de l'ONU et des autres organisations internationales (11%), des ONG (9%) et en dernier lieu, des entreprises et industries (8%).

De façon assez intéressante, si l'on additionne les choix portés sur l'Union européenne, les pouvoirs publics locaux, régionaux ou nationaux, on observe que les citoyens wallons attendent beaucoup des pouvoirs publics, tous niveaux confondus (91%, soit davantage que la moyenne européenne qui se chiffre à 80%). Ils sont aussi plus nombreux que la moyenne à mentionner l'Union européenne.

Corollaire aux développements précédents, les participants wallons sont également plus méfiants vis-à-vis des entreprises que la moyenne. Ainsi, ils se situent bien en-dessous de la moyenne européenne et sont à peine 9% à penser que les entreprises devraient être l'un des principaux acteurs du changement (la moyenne des répondants européens étant à 23%). Néanmoins, il s'agit davantage d'une attitude visant à manifester le peu de crédit qu'ils donnent aux entreprises pour jouer un rôle moteur dans l'évolution des modes de consommation plus durables que d'une opinion qui placerait les producteurs en-dehors des acteurs du changement. En effet, nous aurons l'occasion de constater qu'ils envisagent tout de même une large palette d'actions que les entreprises pourraient, voire devraient mener. En effet, plutôt qu'une échelle de responsabilité qui serait plus ou moins grande selon les acteurs, il s'agit davantage d'imputer des tâches différentes à chacun. Ainsi, durant les débats, trois acteurs ont été particulièrement pointés du doigt. Il s'agit des citoyens, des pouvoirs publics et des entreprises.

Les participants envisagent pour chacun de ces trois acteurs un ou plusieurs rôles clés ainsi qu'une série d'actions et de mesures à mettre en œuvre. Les citoyens joueraient simultanément plusieurs rôles : celui de consommateur, celui d'entrepreneur d'actions collectives, celui d'éducateur (sensibiliser ses proches à la consommation durable et les aider dans leurs démarches allant dans ce sens) et un rôle politique. Le rôle des pouvoirs publics serait de promouvoir et de rendre accessible la consommation durable en agissant sur les prix, en développant l'offre de transports en commun et en prenant des mesures contraignantes vis-à-vis des producteurs. Ils devraient également soutenir les initiatives citoyennes, éduquer et mieux informer les consommateurs. Ils devraient aussi réguler la publicité. Néanmoins, malgré les nombreuses actions demandées aux pouvoirs publics, les participants ont une certaine méfiance vis-à-vis de ceux-ci. Enfin, concernant les producteurs, envers qui la méfiance est plus grande encore, leur rôle devrait être de fournir des produits de qualité, respectant les normes de durabilité, mais aussi de réduire les déchets liés aussi bien aux processus de fabrication qu'aux emballages utilisés.

Les quatre rôles du citoyen

Durant la journée de discussion, quatre rôles du citoyen ont été identifiés. Beaucoup de participants considèrent que le premier rôle du citoyen est celui de consommateur. C'est donc au travers d'actions concrètes de consommation (voir section ci-dessus) que le citoyen peut être un acteur du changement. Le deuxième rôle est celui d'entrepreneur d'actions collectives. Le citoyen met en place et/ou participe sur base volontaire à des initiatives collectives comme des coopératives, par exemple. Le troisième rôle est celui d'éducateur. Le citoyen peut faire la promotion et éduquer son entourage à la consommation durable. Au travers de ses actions, de ses discours, il véhicule ou transmet les pratiques de consommation durable. Enfin, le quatrième rôle à jouer est un engagement plus politique, c'est-à-dire faire pression sur les décideurs ou s'engager soi-même en politique pour y défendre notamment cette thématique qu'ils jugent importante.

Si 66% des répondants wallons évoquent le citoyen à titre individuel comme l'un des deux principaux acteurs du changement, ils sont 94% à penser que, dans l'absolu, les citoyens devraient jouer un rôle dans l'orientation vers une consommation plus durable. Parmi ceux-ci, 35% pointent un rôle de consommateur, en essayant d'acheter des produits et d'utiliser des services qui tendent vers une consommation plus durable, 34% optent pour un rôle d'action collective, en participant à des activités communautaires en faveur de la durabilité (paniers de produits locaux, coopératives d'énergies renouvelables, etc.), 13% pour un rôle de promotion, en motivant la famille, les amis et les réseaux sociaux à consommer de façon durable, et 11% un rôle politique, en votant pour des politiques qui promeuvent la durabilité, en signant des pétitions, etc.

Rôle de consommateur

Concernant le rôle de consommateur, on constate que la quasi-totalité des participants wallons (96%) se dit disposée à réduire volontairement leur consommation personnelle. Les

domaines dans lesquels ils envisagent principalement cette réduction sont ceux des produits (vêtements, appareils électroniques, etc.) à 39%, et de la consommation alimentaire à 36%.

« Pour moi, la consommation durable, c'est consommer mieux, mais aussi consommer moins » (Participant, Table 9).

« Pour moi, derrière, il y a une question de choix et de responsabilité dans les choix qu'on fait, qui sont à la fois socio-économiques... Et à la fois écologiques. Et que ça se traduit dans un développement au quotidien et dont on n'a pas toujours conscience. Et, à chaque fois, la remise en question de son mode de fonctionnement » (Participant, Table 12).

Ce rôle de consommateur se traduit principalement dans les actions concrètes présentées précédemment.

Rôle d'entrepreneur d'actions collectives

Plusieurs participants ont également évoqué le fait que les citoyens devraient davantage s'engager dans des actions collectives et plusieurs initiatives ont été mentionnées, comme les associations de quartier ou le potager collectif.

« Moi je suis assez branché potager et j'ai une prairie et depuis deux ans on la partage avec les voisins, on a un potager collectif et on est huit adultes à travailler dans le potager tous les samedis (...). C'est très convivial, on prend régulièrement l'apéro ensemble » (Participant, Table 1).

« Entreprendre à son échelle des actions locales et collectives, des associations de quartier et se dire, ben moi je vais cultiver des potirons et on va manger des potirons sous toutes ses formes pour le moment parce que c'est le moment des potirons. C'est petit hein mais ce sont ces petites choses » (Participant, Table 14).

Rôle d'éducateur

En matière de promotion de la consommation durable, certains participants évoquent l'importance du rôle de diffusion, de propagation des informations et des pratiques de consommation durable. Aussi, certains citoyens expliquent que comme ils sont déjà conscientisés à la consommation durable, ils transmettent leurs connaissances, sensibilisent, tentent de convaincre leurs pairs :

« Je suis édu-composteur, c'est-à-dire que j'éduque les citoyens à faire des composts, on donne des renseignements » (Participant, Table 14).

« J'éduque aussi mes petits-enfants à avoir des gestes écologiques » (Participant, Table 14).

Rôle militant

Lorsqu'ils parlent de leur rôle de militant, les participants évoquent principalement la possibilité de faire pression sur les pouvoirs publics et de les influencer afin qu'ils agissent dans le sens de la consommation durable :

« Je pense que si le pouvoir public n'est pas pressé par le citoyen, par nous petits consommateurs, il ne va pas changer, ça ne l'intéressera pas. Ce sera d'autres sujets qui l'intéresseront » (Participant, Table 14).

« Les politiques sont fortement influencés par les citoyens, ils n'agissent pas forcément dans leur sens mais ils sont à l'écoute de toute façon, donc il y a moyen d'avoir une influence » (Participant, Table 12).

« Envoyer des mails à nos politiques, c'est une chose à faire qui permet de leur dire ma façon de penser et si tout le monde le faisait, il y aurait une plus grande influence et je pense que c'est très important » (Participant, Table 14).

Outre cet aspect d'influence qu'ils souhaitent avoir sur les décideurs politiques, un participant évoque également la possibilité de s'engager en tant que militant politique :

« On peut aussi décider de faire de la politique, les politiciens, ce sont aussi des citoyens, moi je fais de la politique mais je suis une citoyenne avant tout. Et ce que j'avais envie de dire, à un moment donné, je me suis dit, plutôt que de demander à quelqu'un de le dire à ma place, je vais y aller et je vais essayer de le dire moi-même » (Participant, Table 9).

Le rôle des pouvoirs publics

Si les citoyens doivent être proactifs, les participants soulignent également l'importance du rôle des pouvoirs publics en la matière. Agir sur les prix, éduquer et informer, contraindre les producteurs, développer l'offre des transports publics ou encore réguler les campagnes de marketing sont autant de propositions citoyennes visant une consommation plus durable.

Dans cette optique, 62% des participants considèrent que les pouvoirs publics doivent d'abord agir sur les prix pour encourager la consommation durable. Concrètement, ce qui retient principalement leur attention, c'est le fait de rendre la consommation durable meilleur marché et d'augmenter le prix des produits et des services ayant des effets négatifs en termes de durabilité par le biais de subventions et/ou de taxes. Ensuite, ils sont 45% à considérer que les pouvoirs publics doivent également informer et sensibiliser : mener des campagnes d'information qui encouragent les citoyens à changer leur mode de consommation et leur apprendre comment utiliser et se débarrasser des produits de manière durable.

Ensuite, il est souligné que les pouvoirs publics peuvent décider d'interdire des produits non désirables, définir des normes qui tendent vers une production de biens plus durables et labéliser les produits reconnus plus durables. En effet, 35% des participants pensent qu'il est important d'interdire la production ou l'importation de produits et de services ayant des effets négatifs en termes de durabilité. 21% d'entre eux considèrent qu'il est nécessaire de définir et d'appliquer des normes pour une production et une utilisation de biens et de services durables.

Enfin, 21% des participants insistent sur l'intérêt de labéliser les produits, permettant ainsi aux citoyens d'identifier facilement les produits fabriqués dans le respect des normes de durabilité.

Agir sur les prix

Véritable constante des priorités citoyennes, les participants évoquent régulièrement leur souci de concilier consommation durable et budget raisonnable. Pour leur permettre de concilier les deux, les participants désirent que les pouvoirs publics soutiennent les actions du citoyen en faveur d'une consommation plus durable, comme par exemple l'isolation des maisons :

« Je pense qu'il faut inciter les propriétaires à isoler les maisons, de s'occuper de leurs biens » (Participant, Table 14).

Certains participants considèrent qu'il faut pouvoir taxer les produits moins durables lorsqu'ils ne sont pas nécessaires.

« Ce sont les pollueurs qui doivent payer » (Participant, Table 14).

« Il faut pouvoir pénaliser les personnes qui prennent leur voiture » (Participant, Table 14).

« Il faut taxer les voitures de société, oui, taxer à partir du moment où ce n'est pas nécessaire » (Participant, Table 9).

Eduquer et (mieux) informer

Les participants wallons attendent aussi de la part des pouvoirs publics qu'ils informent et éduquent davantage les citoyens-consommateurs.

Pour mieux informer les consommateurs en matière de durabilité des produits, ils sont 40% à attendre des pouvoirs publics un rôle d'éducation. Pour certains, le premier lieu de conscientisation reste l'école. Il s'agit de sensibiliser les plus jeunes à la question du développement durable :

« On parle finalement très peu d'éducation et de formation au développement durable. Je plaide pour qu'on sollicite très rapidement l'ensemble des systèmes éducatifs à ces débats » (Participant, Table 10, feedback général).

« Pourquoi ne pas pouvoir imposer un cours de consommation, de conscience citoyenne à l'école ? » (Participant, Table 14).

« Je trouve qu'à l'école on devrait apprendre les bases de l'alimentation, des circuits de l'alimentation. Tout ça devrait être compris par un enfant de cinq ans » (Participant, Table 14).

Dans une moindre mesure, les participants demandent également davantage d'informations, un meilleur accès à celles-ci, mais également qu'elles soient plus simples et mieux contrôlées.

En effet, 21% des participants attendent une simplification des informations existantes. Lorsque des labels existent, les participants considèrent qu'ils sont souvent trop nombreux, peu clairs voire incompréhensibles :

« S'il y a des labels et des sigles, il faut vraiment qu'ils soient clairs et pas trop nombreux pour ne pas noyer les informations » (Participant, Table 14).

« Il y en a trop et personne ne s'y retrouve (...) On est incapable de savoir si tel label est fiable ou pas » (Participant, Table 11).

18% des participants plaident également pour un meilleur contrôle des informations. Ainsi, certains participants souhaitent notamment pouvoir juger de la qualité des labels :

« Quand on veut mettre un label sur un produit, il faut que ça soit une instance neutre et publique qui en assure la véracité ou l'exactitude. Si Nutella prétend tout seul utiliser de l'huile de palme durable, j'aimerais bien que ça soit un organisme public neutre qui vérifie la véracité de l'information » (Participant, Table 8).

Enfin, parmi ceux qui désirent davantage d'informations, ils insistent également sur l'importance d'avoir accès à celles-ci.

« Il faut pouvoir s'informer, avoir toutes les informations » (Participant, Table 2).

Pour plusieurs participants, plutôt que de contraindre, il faudrait davantage éduquer et informer les citoyens. Néanmoins, cette contrainte sur les citoyens ne doit pas être absente des mesures que peut envisager l'Etat. En effet, si certains considèrent que l'Etat ne devrait pas être contraignant envers les citoyens...

« Je ne pense pas que ce soit la bonne solution d'interdire ou d'obliger » (Participant, Table 15).

« Ça doit rester une question de choix. Si c'est une perte de liberté, les gens ne vont pas la comprendre » (Participant, table 12).

... D'autres considèrent qu'il est nécessaire que l'Etat oblige les citoyens à consommer plus durablement, ne fut-ce que pour montrer la direction à prendre en donnant une impulsion :

« Moi, je trouve qu'être contraignant c'est important. Parce qu'au bout d'un moment ça devient tout à fait normal » (Participant, Table 15).

« Il faut leur imposer une réglementation, les gens ne le font pas d'eux-mêmes » (Participant, Table 8).

Reconnaître, soutenir et financer les initiatives citoyennes

Plutôt que de s'en détourner ou de laisser faire le marché, 79% des participants considèrent que les décideurs politiques doivent soutenir les initiatives citoyennes de durabilité et les processus de consommation collaborative. En effet, seulement 15% pensent qu'il faudrait laisser les initiatives citoyennes s'organiser elles-mêmes ou laisser le marché

s'en charger. Ils sont plusieurs à penser que si les pouvoirs publics doivent soutenir les initiatives citoyennes, ils doivent également pouvoir le faire rapidement:

« Pour moi, toutes les initiatives citoyennes sont extrêmement importantes et ce que les pouvoirs publics doivent commencer par faire, ce sont les soutenir. (...) Relocaliser l'économie, mettre les gens ensemble pour qu'ils développent des activités ensemble que ce soit pouvoir local ou régional » (Participant, Table 8).

« Oui, un rôle de soutien (...) mais le problème, c'est que ça ne doit pas mettre cinq ans avant de se mettre en place (...), il faut agir vite » (Participant, Table 9).

Le soutien à ces initiatives revêt trois formes. Il peut être d'ordre financier, prendre l'aspect d'une reconnaissance politique ou encore constituer un soutien administratif. En effet, parmi les 79% favorables à un soutien des pouvoirs publics envers les initiatives citoyennes, 47% avancent une aide financière, 33% un soutien et une reconnaissance politique, et 20% la fourniture de conseils et d'un soutien administratif.

Plus que de les soutenir, certains participants semblent attendre des pouvoirs publics un rôle plus proactif en la matière. Les pouvoirs publics doivent pouvoir mettre en place des processus de consommation collaborative et être capables de favoriser une meilleure inclusion de tous les publics dans ce type d'initiatives. En effet, certains participants ont mis en avant l'homogénéité des profils présents dans ces initiatives collectives, et regrettent qu'une partie de la population ne s'y trouve pas. De plus, les pouvoirs publics doivent innover en étant à l'initiative de certains dispositifs qui permettront d'inclure toutes les tranches de la population :

« Les potagers collectifs lancés par les CPAS, je trouve que c'est très bien, les jardins collectifs lancés par les citoyens, il y a toute une catégorie de la population qui n'y a jamais accès, donc il n'y a que par ce biais là qu'ils peuvent avoir accès » (Participant, Table 9).

Des actions contraignantes sur les producteurs

Il est intéressant de noter que les participants wallons semblent attendre des pouvoirs publics un rôle plus coercitif que la moyenne européenne vis-à-vis des producteurs. Si les pouvoirs publics doivent soutenir et favoriser les initiatives citoyennes, ils doivent également pouvoir contraindre les producteurs à aller dans le sens d'une production durable. À titre d'exemple, 35% des participants pensent que les autorités devraient interdire la production et l'import de produits et services à effets négatifs en termes de durabilité, contre 25% pour la moyenne européenne. Concernant, par exemple, le sort des téléphones portables, 70% des wallons pensent que l'Union européenne devrait obliger leurs fabricants à les rendre facilement recyclables et réparables.

Par ailleurs, certains participants considèrent que les pouvoirs publics devraient imposer aux producteurs des garanties sur leurs produits :

« Dans quelle mesure l'Union européenne pourrait imposer à Microsoft, à Apple, de construire des appareils qui soient réparables correctement ? La réponse est évidente. Moi, je pense qu'il faut imposer des garanties » (Participant, Table 15).

« La loi peut l'imposer, qu'on impose des garanties. On a bien imposé deux ans de garantie à Apple, pourtant c'est un mastodonte » (Participant, Table 1).

De même, plusieurs participants plaident pour davantage de régulation des produits mis sur le marché. Selon eux, tout ne peut pas être autorisé et il faut pouvoir interdire certains produits lorsque ceux-ci ne respectent pas les normes de durabilité ou de santé :

« Il y a des contraintes à imposer. On laisse beaucoup trop mettre sur le marché, des produits dangereux, toxiques, pas bons ou bien faux. Vous parlez de la viande, la viande industrielle elle fond quand on la met dans la poêle, ça veut dire qu'on achète de l'eau. Il y a là une augmentation des réglementations à envisager » (Participant, Table 8).

« On devrait réguler pour avoir une meilleure qualité moyenne. Ne pas jouer sur le prix du consommateur » (Participant, Table 14).

« Je crois que, si le politique décide de ne plus importer ou de limiter, d'assainir les produits alimentaires, je crois que tout le monde acceptera parce qu'on ne va pas se mettre dans la rue et dire que c'est une mauvaise décision. Si la décision a été prise par le politique, on pourra se dire que c'est peut-être un bon choix » (Participant, Table 15).

Réguler les campagnes de marketing

Nombreux sont les participants à avoir pointé du doigt la pression à la consommation qu'ils subissent :

« On est poussé tout le temps, même si on ne veut pas, on est poussé tout le temps, tout le temps. La pression sociale, vous voyez tout le monde (...). Moi je me dis que si je consommais moins, je pourrais travailler moins » (Participant, Table 2).

Cette pression s'exerce particulièrement par le biais de la publicité. De ce fait, selon les participants, pour avoir une consommation durable ou pour réduire sa consommation, il faut impérativement réguler les campagnes de marketing afin que les citoyens soient moins tentés d'acheter.

82% des répondants estiment que les pouvoirs publics devraient réguler les campagnes de marketing pour réduire la consommation. C'est, en effet, un sujet récurrent dans les débats, comme l'illustre le propos de ce participant :

« Je trouve qu'il y a trop de publicités : 'achetez, achetez, achetez' » (Participant, Table 8).

Dans cette optique, 45% des participants considèrent que la première chose à faire est de veiller à ce que la publicité n'« éco-blanchisse » pas les produits, c'est-à-dire ne commercialise pas un produit en prétendant qu'il est respectueux de l'environnement alors que ce n'est pas le cas. Comme le note ce citoyen :

« Il y a l'éco-blanchiment (...) c'est aussi une manière de maintenir le système de consommation » (Participant, Table 1).

Un autre citoyen résume la demande adressée aux pouvoirs publics de réduire et de réguler la publicité :

« La publicité est massacrant et ce ne serait pas une si mauvaise chose de la réduire. Quand on voit l'espace que prend la publicité en ville, on ne se rend plus compte de cette propagande incroyable. Le but ultime, c'est qu'on sorte dix euros de sa poche pour qu'il tombe sur le compte en banque de x actionnaires sur un autre continent. C'est ça, le but ultime. Je trouve que ça ne ferait pas de tort de limiter les possibilités de communication et de message » (Participant, Table 14).

Développer l'offre de transports publics

Précédemment, les difficultés que rencontraient les citoyens pour utiliser les transports en commun ont été évoquées. Parmi celles-ci, retenons que le manque d'offre, surtout en milieu rural, le coût jugé trop élevé ou encore les temps de trajet trop importants sont autant d'obstacles qui freinent les participants à utiliser les transports en commun.

Comme la plupart des européens, le transport personnel est le poste de consommation que les citoyens wallons sont le moins prêts à réduire volontairement. Ainsi, parmi les citoyens se disant prêts à réduire leur consommation personnelle, seulement 3% seraient prêts à le faire dans le domaine des transports (contre 39% dans le domaine des produits, comme les vêtements, les appareils électroniques, etc. et 36% dans celui de la nourriture). Face à des citoyens peu désireux de voyager moins, les pouvoirs publics sont invités à développer l'offre de transports publics.

Parmi les mesures économiques les plus acceptables qui viseraient à rendre le transport individuel quotidien plus durable, une grande majorité des citoyens répond que c'est prioritairement les investissements pour le développement d'une offre de transports publics de meilleure qualité (78%) qui doit être envisagé, loin devant les incitants fiscaux pour les alternatives au transport en voiture particulière (38%), les prêts avantageux pour acheter des voitures respectueuses de l'environnement (17%), les péages et les restrictions d'accès des voitures aux centres villes et aux autoroutes (13%), les taxes plus élevées sur les véhicules polluants par rapport à ceux qui le sont moins (12%) et les taxes plus élevées sur les combustibles fossiles (5%). Les participants demandent donc aux pouvoirs publics de mettre en place une plus grande offre de bus, de trains, avec plus de destinations desservies, de meilleures correspondances et de meilleures infrastructures. Tout cela est à mettre en œuvre, selon les participants, pour surmonter les difficultés auxquelles ils sont confrontés.

Face au constat d'un manque d'offre de transports publics, le panel wallon exprime clairement sa demande d'une meilleure offre en la matière, quitte à ce que cela ne soit pas rentable, comme l'expriment les propos suivants :

« Avec les chemins de fer, on pourrait faire mieux si on avait investi beaucoup plus tôt. On est toujours en retard » (Participant, Table 14).

« Il y a les bus qu'on pourrait favoriser aussi. Quand on voit le parc scientifique du Sart-Tilman maintenant, il y a des dizaines d'entreprises et des centaines de personnes qui viennent travailler, il n'y a pas un bus qui passe ! Alors que font les gens ? Ben ils prennent la voiture, il n'y a pas d'autre solution ! On pourrait dévier quelques bus pour les faire passer par là, mais ils ne veulent pas parce que ce n'est pas rentable. C'est la rentabilité, c'est tout » (Participant, Table 15).

« Je pense qu'il faudrait que la politique des transports en commun soit vraiment tip top, ne gêne plus. J'ai pris un an le train à Düsseldorf : on prenait le train pour partir de notre petite banlieue pour arriver au centre et là-bas, à la gare, attendait le bus ou le tram que les voyageurs de ce train soient là. Et ça, c'est magnifique ça » (Participant, Table 14).

Un certain déficit de confiance de la part des citoyens

Parallèlement à l'ampleur des tâches attendues de leur part, il semble que les pouvoirs publics inspirent peu confiance aux participants wallons. Les autorités publiques leur semblent souvent déconnectées de leurs préoccupations et non orientées vers le bien commun :

« Les citoyens, à part notre vote, nous sommes finalement assez impuissants. Le gouvernement, on aimerait en faire partie, on aimerait en être intégré mais c'est vraiment très déconnecté du citoyen, donc peut-on vraiment compter sur eux ? » (Participant, Table 14).

« Les hommes politiques aujourd'hui, ils ne pensent pas du tout au bien-être commun (...) Ne fut-ce que moi, au niveau de ma commune, quand je m'adresse à eux, chaque fois je me fais remballer, ça les intéresse pas. Ils ont peur ou bien, je ne sais pas expliquer » (Participant, Table 9).

« Les mesures prises par le gouvernement pour l'instant, c'est vraiment regarder sur le court terme, cinq ans. Ils veulent équilibrer le budget ok, en mettant encore plus de gens au chômage. Ils ne voient que dans cinq ans et ça je trouve que... Dans les cabinets des ministres, une fois qu'ils ne sont plus ministres, tout ce avec quoi ils ont travaillé est jeté à la poubelle et j'ai entendu dire que le ministre suivant devait recommencer à zéro. Ça, ça me sidère. » (Participant, Table 14).

Par rapport aux autorités publiques locales, régionales ou fédérales, l'Europe semble souffrir de deux inconvénients supplémentaires : sa complexité et sa porosité aux lobbies. Comme l'exprime un citoyen :

« L'Europe pour moi, ça reste encore difficilement accessible de comprendre tous les enjeux qui s'y discutent. Je me sens plus à l'aise pour comprendre la politique qui se passe au niveau de ma commune, de la région, du fédéral. Mais l'Europe, d'ailleurs ça m'a causé énormément de soucis au moment des élections parce que j'avais des difficultés à avoir une vision d'ensemble, vulgarisée, tellement l'articulation entre parlement, les décisions et l'aspect lobby m'échappait. Ok, ça fait très plaisir d'avoir été sélectionnée dans le cadre du panel citoyen, mais on n'a absolument pas parlé au niveau de la

présentation tout à l'heure de l'aspect lobby, des grandes multinationales vis-à-vis des politiques quand il s'agit de voter un texte et ça par contre, ça m'a beaucoup interpellé dans le fonctionnement global de l'Europe quand on a dû voter » (Participant, Table 9).

« Mais par contre ce qui m'a interpellé, c'est le lobbying effectivement, qui n'apparaît nulle part alors que c'est l'essentiel des décisions qui se prennent au niveau de l'Europe, c'est les lobbyistes à tous les niveaux » (Participant, Table 2).

Le rôle des producteurs

Les discussions ont montré que les entreprises étaient également un acteur ayant un rôle crucial à jouer dans le changement vers une consommation plus durable. Les participants pensent que les producteurs devraient faciliter l'accès à la consommation durable en fabriquant des produits qui correspondent aux critères de durabilité, en augmentant l'offre de produits durables et en participant au recyclage et à la réduction des déchets.

Selon le panel wallon, les producteurs devraient augmenter la qualité des produits, en ce compris augmenter leur espérance de vie, ne pas programmer leur obsolescence et les rendre plus facilement réparables :

« Si ça part de la bonne volonté des entreprises, ils n'ont qu'à faire des pièces plus solides » (Participant, Table 1).

« L'obsolescence programmée, ça, ça m'exaspère » (Participant, Table 9).

« Certains produits n'ont d'ailleurs pas été conçus pour être réparés » (Participant, Table 14).

Au niveau de la gestion des déchets, les entreprises devraient réduire les emballages qui entourent les produits et réduire les déchets lors de la production :

« Les fruits et les légumes, chaque fois un petit sachet pour chaque légume, il n'y a pas besoin » (Participant, Table 1).

« Ça va de l'alimentaire jusqu'aux voitures, il y a des choix de matériaux qui peuvent être recyclés ou pas » (Participant, Table 1).

« Ce qui veut dire que si on gardait un produit qui a une durée de vie double, ça veut dire qu'on va directement diviser par deux le nombre de déchets. Tout est lié à un moment donné » (Participant, Table 11).

Enfin, les producteurs et la distribution doivent également fournir des informations sur les produits afin d'aider le consommateur à mieux choisir les produits qu'il veut acheter:

« Il n'y a pas assez d'informations sur le produit. Il faudrait dire 'c'est produit là, on a utilisé ça et on a mis ça en œuvre, on l'a produit comme ça' » (Participant, Table 1),

« Pour moi, la grande distribution aurait tout intérêt à aller dans le sens de la clarification des normes pour sa propre clientèle ». (Participant, Table 14)

Enseignements

Dans la première partie de ce rapport, le rôle du citoyen-consommateur a été mis en exergue, avec les actions déjà entreprises par ceux-ci mais aussi les difficultés qui se dressaient devant eux. Dans la seconde partie, il a été souligné que pour faire face à ces obstacles et atteindre une consommation durable aux niveaux individuel et collectif, il était nécessaire que le triangle qui réunit citoyens, pouvoirs publics et producteurs s'implique dans une dynamique de changement au sein de laquelle chaque acteur occupe un rôle complémentaire. En effet, les pouvoirs publics et les producteurs peuvent inciter les citoyens à avoir une consommation durable et faciliter le changement, en améliorant l'offre de produits respectant les normes de durabilité, en augmentant la qualité des produits, en informant le consommateur pour qu'il puisse choisir en toute connaissance de cause. Et si les producteurs ne veulent pas s'inscrire dans une production durable, les pouvoirs publics doivent les y contraindre.

En vue d'atteindre une consommation durable généralisée, c'est-à-dire où tout le monde consommerait durablement, les participants considèrent que chaque acteur du triangle a un rôle majeur à jouer et ils considèrent avec importance celui du citoyen à titre individuel car il peut l'exercer à titre économique (consommateur), social (sensibiliser, éveiller les consciences) et politique (militer, faire entendre sa voix auprès des décideurs). Dans ce triangle, les citoyens et les pouvoirs publics doivent conscientiser leurs pairs à la consommation durable, la développer et en faire la promotion. Et en proposant uniquement des produits durables, les entreprises généraliseraient alors cette consommation durable.

Feedback de la journée

Organisation de la journée

Globalement, la majorité des participants s'est déclarée satisfaite du sommet citoyen sur la consommation durable. En effet, 81% des participants se sont dit satisfaits de l'organisation de la consultation citoyenne en Wallonie, 70% ont affirmé qu'ils participeraient à une autre consultation s'ils en avaient l'occasion, et 95% ont estimé qu'il devrait y avoir plus de processus de dialogue comme celui-ci dans le futur, en Wallonie comme en Europe. La majorité des interventions lors de la séance d'échanges en plénière pour clôturer l'événement en témoigne :

« Je trouve que c'était une journée très agréable, très bien organisée » (Participant, Table 14).

« J'ai trouvé ça très bien organisé et aussi dirigé, mais je trouvais que c'était nécessaire. Je serais prête de nouveau à y participer en espérant que cela aura un impact. J'ai trouvé que c'était très chouette avec un chouette groupe. Et je suis contente d'avoir participé » (Participant, Extrait du feedback final).

« J'ai eu l'occasion d'échanger avec plusieurs personnes (...) mon groupe était très dynamique, avec un super facilitateur » (Participant, Extrait du feedback final).

78% ont estimé qu'une diversité de points de vue et de perspectives avait été avancée et discutée par les participants autour de leur table, comme ce participant, travaillant dans la grande distribution :

« Je travaille dans la grande distribution et je trouvais tout ça intéressant, surtout pour voir l'habitude des consommateurs » (Participant, Extrait du feedback final).

Notons qu'une personne considère aussi que l'événement n'a pas correspondu pas à ses attentes :

« Je n'ai pas eu le sentiment un seul instant d'être considérée comme une citoyenne intelligente, à tout point de vue. J'aurais aimé changer de groupe, trouver d'autres dynamiques qu'un seul groupe, j'aurais aimé que tout à coup, plutôt que de faire une ola, tout le monde puisse discuter de la chose et pouvoir ruer dans les brancards. J'ai eu l'impression d'être aiguillée comme dans une mauvaise école primaire » (Participant, Extrait du feedback final).

Attentes concernant le suivi de la journée

Concernant l'impact de la journée, seuls 53% des participants pensent que la consultation citoyenne a généré des connaissances précieuses pour les femmes et les hommes politiques. Cette position est inférieure à la moyenne européenne, qui se situe à 78%. Peut-être faut-il y voir le peu de confiance que les citoyens placent dans les pouvoirs publics, estimant dès lors qu'ils ne tiendront que peu compte des avis exprimés lors de la consultation

citoyenne. En effet, les participants ont à plusieurs reprises émis des réserves quant au fait d’être réellement écoutés par les politiques :

« Ça fait maintenant un an que je m'intéresse à l'impact du citoyen et à sa force politique, celle qu'on lui permet d'avoir sur la société, le système dont on parlait pendant le discours [ndlr, de l'Eurodéputé Philippe Lamberts] et je me rends compte qu'on n'en a quasiment pas » (Participant, Table 14).

Cadrage de la thématique de la consommation durable

Plusieurs participants ont remis en cause le cadre global de la journée, estimant qu’il existait une inadéquation entre la durabilité et le système politico-économique actuel, soulignant un certain paradoxe entre une consommation durable et une volonté de croissance. Certains allant même jusqu’à évoquer une incompatibilité de termes dans l’expression « consommation durable » :

« Moi je me pose une question, c'est que consommation durable, ça connote fort système capitaliste. Et je me pose comme question, est-ce qu'on doit rester dans ce système-là ? » (Participant, Table 2).

« Le titre de la journée me pose problème. 'Consommation durable', ce sont deux termes antinomiques » (Participant, Extrait du feedback final).

Si la journée fut, pour la grande majorité des citoyens, un événement positif, certains d’entre eux semblent réclamer la possibilité de construire des pistes réflexions communes sur les questions de durabilité de manière plus autonome et de rompre avec toute une série de données cadrant le processus délibératif :

« J'ai passé un excellent moment. (...) ce qui est ressorti ici de nos discussions c'est le cadre capitaliste qui sonne mal avec la consommation durable. Imaginer la consommation durable, c'est l'imaginer dans un autre système que celui qu'on connaît maintenant. Changer de paradigme, aller vers autre chose. Ici, finalement, on nous demande de penser autre chose mais dans le cadre toujours existant avec les dérives qu'on connaît. C'est un peu comme Coca-Cola qui vend des cannettes vertes. J'aurais aimé qu'on sorte un peu du cadre, pour réfléchir autrement qu'en termes de capitalisme et de néolibéralisme tel qu'il est conçu maintenant. Voilà. Merci pour tout. » (Participant, Extrait du feedback final).

Comme nous le voyons, une certaine ambiguïté apparaît chez les participants entre leur volonté de dépasser ce cadre capitaliste et une propension à penser leur action presque exclusivement dans ce cadre en envisageant souvent le rôle du citoyen comme un consommateur. Cette tension peut être le résultat du cadrage de la journée de participation. En effet, la consultation citoyenne a été conçue de manière à refléter les thématiques et les débats importants à l’agenda politique européen aujourd’hui. Il semble évident que l’Europe, et avec elle la très grande majorité des Etats membres, ne semblent pas remettre en question le cadre de l’économie de marché capitaliste à l’intérieur duquel la recherche de croissance et de compétitivité économique jouent un rôle prépondérant.

Cette tension entre vouloir rêver en-dehors du cadre capitaliste et penser leurs actions exclusivement à l'intérieur de celui-ci peut également résulter de la production de figures de style appelées « oxymores » qui consistent à associer, dans un discours politique, deux termes contradictoires afin de les rendre compatibles. Ainsi, à l'image du « *développement durable* » ou de « *l'innovation responsable* », cet oxymore « *consommation durable* » permettrait de concilier les deux volontés européennes précitées: celle de la croissance économique et celle de la protection de l'environnement. Néanmoins, comme nous avons pu l'observer, l'utilisation massive d'une telle formule de langage dans l'agenda politique européen est certes productive, mais elle contraint aussi les citoyens à penser la protection de l'environnement et l'expression de choix individuels et collectifs dans le cadre limité de la croissance économique basée sur la stimulation de la consommation et l'accumulation illimitée de richesses. A l'instar de la merveilleuse formule de Corneille qui, dans le Cid, parle de « *l'obscur clarté qui tombe des étoiles* », c'est donc aussi la pénombre qui entoure l'oxymore de consommation durable, directement « tombé » du vocabulaire politique européen, dont les citoyens wallons ont tenté de comprendre les enjeux.

Conclusion

Au terme de ce rapport, plusieurs grandes tendances peuvent être dégagées des enseignements tirés de la consultation citoyenne sur la consommation durable organisée en Wallonie et dans 11 pays européens le 25 octobre 2014.

D'abord, l'événement a réuni une centaine de citoyens wallons concernés et déjà sensibilisés à la question de la consommation durable. De ce fait, bon nombre d'actions individuelles tendant vers une consommation durable ont pu être identifiées. Ces participants sont ainsi proactifs dans toute une série de domaines comme les transports, les habitudes alimentaires, la gestion des déchets ou encore l'habitat. Ils s'identifient comme les principaux acteurs du changement en vue d'une consommation plus durable. À cet égard, le citoyen peut agir de différentes manières, il peut jouer plusieurs rôles. Il semblerait que le rôle principal des citoyens semble devoir être celui de consommateur, mais les rôles d'action collective, de promotion de la consommation durable et d'initiative politique ont également été abordés.

Ensuite, s'ils s'identifient au centre du changement vers une consommation durable, les participants soulignent également l'importance du rôle des pouvoirs publics en la matière. Ils sont aussi, avec les citoyens, les acteurs du changement. À cet égard, les attentes vis-à-vis des pouvoirs publics sont conséquentes et touchent à une multitude de domaines : incitants financiers ou administratifs, taxes, éducation, information, contraintes sur les entreprises, régulation des campagnes de marketing, développement de l'offre de transports publics et soutien aux initiatives citoyennes.

Mais il ressort aussi de notre analyse que, si les citoyens et les pouvoirs publics semblent devoir être les principaux responsables de ce changement, l'ensemble de la société doit se mobiliser en ce sens. Des efforts sont également demandés aux entreprises, qui devraient

notamment jouer sur l'offre de produits plus durables, sur la réduction des déchets et sur l'information disponible.

Enfin, si le regard posé par les citoyens sur l'événement en lui-même est globalement très positif, beaucoup continuent à s'interroger sur l'impact de cette journée dans le processus décisionnel. Au-delà de cet exercice, c'est donc l'écoute des décideurs politiques qu'ils questionnent. En effet, les participants à cette journée ont souhaité être davantage intégrés dans les processus décisionnels par le biais de mécanismes participatifs. Comment les pouvoirs publics vont-ils répondre à la double demande qui leur est adressée : d'une part une évolution rapide vers un mode de consommation durable et d'autre part une meilleure intégration des citoyens dans la prise de décision ? Vont-ils prendre la mesure des messages et des recommandations exprimés et initier des actions politiques qui témoigneront aux citoyens qu'ils ont été entendus ? Vont-ils sortir d'une vision limitative de la démocratie participative qui consiste (à tort) à l'opposer à la démocratie représentative et qui la réduit trop souvent à des mécanismes limités comme la consultation population, qui ne permettent pas l'expression de la nuance et de la créativité citoyennes ? Les 105 citoyens wallons et avec eux les mille autres citoyens européens qui se sont engagés dans un processus participatif exigeant ne démontrent pas seulement que l'avis des personnes « non expertes », même lorsqu'il s'agit d'une thématique complexe aux multiples enjeux, peut s'exprimer de manière nuancée, claire et directement liée à des recommandations politiques concrètes. Ils témoignent aussi de l'intérêt que les citoyens conscientisés et consultés portent plus que jamais à la chose publique, à l'heure où le fossé entre les électeurs et leurs représentants politiques semble parfois abyssal. Pour faire face aux défis qui nous menacent (changement climatique, crise économique, vieillissement de la société, creusement des inégalités économiques et sociales), il faudra sans doute faire évoluer la société et les modes de consommations vers plus de durabilité. Il faudra probablement aussi penser à élargir les possibilités de faire activement participer les citoyens dans les réflexions liées aux processus décisionnels. Et même si le contexte économique actuel reste morose et que toute volonté citoyenne n'est pas forcément politiquement réalisable, il faudra peut-être aussi oser sortir du cadre pour ouvrir le champ des possibles et espérer renforcer la cohésion sociale. A bien des égards, c'est aussi vers cela que le travail minutieux des citoyens dans cette consultation sur la consommation durable nous a semblé tendre.

Remerciements

Nous tenons à remercier les citoyens participants pour leur investissement lors de la journée de consultation du 25 octobre 2014 ainsi que Monsieur le Député européen Philippe Lamberts pour son intervention. Enfin, nous remercions tout particulièrement toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à l'organisation de cet événement, aussi bien les membres de l'équipe du Centre de Recherche SPIRAL que les intervenants extérieurs qui ont assuré la facilitation durant la journée.